

FEUILLE DE ROUTE POUR LE MANDAT 2020-2026

À FATIHA ALAUDAT, ADJOINTE AUX DROITS DES FEMMES, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, CULTURE DE PAIX, SOLIDARITÉS INTERNATIONALES ET VILLE ACCUEILLANTE

Droits des femmes et lutte contre les discriminations

Malakoff se revendique comme une ville féministe, une ville de justice qui défend tous les droits humains. L'égalité femmes-hommes et la lutte contre toutes les discriminations en sont les piliers. L'éducation, la prévention, la défense et la promotion de tous les droits individuels et collectifs doivent être des moteurs pour l'action communale dans tous les domaines de politiques publiques.

Les droits des femmes recouvrent autant l'accès aux droits que la revendication d'égalité, économique, sociale, politique, culturelle jusque dans la symbolique. Elle infuse l'ensemble des domaines de l'action municipale et demande une transversalité permanente.

Dans cette perspective, nous travaillerons dès le début du mandat au projet de création d'une Maison des femmes, associative et partenariale, pour favoriser l'accès aux droits et de lutter contre les violences et les inégalités. Son périmètre et les modalités de son fonctionnement s'appuieront sur un diagnostic fin du territoire et des besoins des habitant·es qui pourra prendre la forme d'une mission de préfiguration ou d'une recherche-action avec des chercheurs et spécialistes du sujet.

Elle devra également répondre à l'enjeu, particulièrement sensible et médiatisé, des violences faites aux femmes sous toutes leurs formes. En parallèle, nous développerons l'hébergement d'urgence, en partenariat avec des associations spécialisées pour penser l'accompagnement des femmes victimes dans leur globalité.

Parce que l'espace public est l'un des premiers lieux d'expression des inégalités, en lien avec la conseillère déléguée Ville et genre et l'adjoint à l'urbanisme, nous étudierons les possibilités d'interdiction des publicités à caractère sexiste et discriminatoire. Cet engagement viendra renforcer les actions sur le domaine public, à travers la féminisation des noms et l'amélioration de leur usage pour un meilleur partage de l'espace public, garant d'une ville apaisée.

En lien avec les conseillères déléguées, nous renforcerons nos actions autour des commémorations comme celles du 8 mars, journée internationale des droits des femmes, et du 25 novembre, journée de lutte contre les violences faites aux femmes, pour faire de ces questions des enjeux permanents. Une réflexion particulière sera menée en interne, en lien avec l'adjoint aux ressources humaines, pour que la municipalité soit exemplaire en terme d'égalité au travail (salaire, temps de travail, accès aux postes d'encadrants etc) et de politiques publiques non genrées.

La lutte contre le sexisme de notre société patriarcale s'entremêle aux luttes contre toutes les discriminations, dont les dominations produites sont indissociables. Nous mettrons donc en place dans le mandat un Plan municipal de lutte contre toutes les formes de discriminations afin de rendre nos actions cohérentes et opérantes.

Il permettra de rendre visible la persistance de discours et d'actes racistes, sexistes, xénophobes, et discriminations de sexe et de genre (LGBT+) dans une période de tensions sociales exacerbées par les crises multiformes.

Nous réaffirmerons à ce sujet notre revendication historique pour le droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers non communautaires aux élections locales.

Enfin, il nous donnera l'occasion d'approfondir le travail sur la question de l'esclavage, autour des commémorations existantes ou à introduire, en lien avec la conseillère déléguée Mémoire et patrimoine.

Culture de paix, solidarité internationale, et ville accueillante

La revendication d'égalité et de justice est étroitement liée aux valeurs de solidarité et de paix. Malakoff est l'une des villes fondatrices du développement de la culture de paix en France et à l'internationale, sous l'impulsion de son maire Léo Figuères.

Elle s'est d'abord construite autour de la mémoire des bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki au sortir de la 2^{de} Guerre mondiale, avec l'objectif d'un désarmement nucléaire mondial. La commune a participé à la création du réseau mondial des Maires pour la paix, Mayors for peace, et possède un siège de Vice-Présidence. De même, elle est pleinement partie prenante de l'Association Française des Collectivités locales, Départements et Régions pour la Paix dont nous souhaitons réactiver la dynamique avec le changement prévu de secrétaire général. Nous poursuivrons ce travail en faisant notamment du 80^e anniversaire des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki en 2025 un événement marquant qui rayonne dans toute la ville et au-delà.

Aujourd'hui, à l'heure où les conflits armés se multiplient partout sur la planète, où les inégalités économiques, sociales, écologiques génèrent des conséquences terribles pour les populations, la culture de paix invite à penser au-delà l'ensemble des problématiques de droits des peuples.

Dans cette perspective, nous travaillerons à un plan d'action communal de la culture de paix, qui se déclinera dans différents domaines de politique locale, dont une part conséquente consisterait à rendre lisible ce qui se fait déjà, sous forme de labellisation par exemple.

Ce plan d'action qui pourrait être présenté dès 2021 permettra une mise en cohérence des actions municipales déjà mises en place en particulier en direction des enfants dans et autour de l'école. Il doit aussi inclure le travail transversal à poursuivre avec l'élue en

charge de la mémoire autour des diverses commémorations pour marquer leur ancrage dans une culture de la paix. A ce titre, la journée du 21 septembre, Journée mondiale pour la paix, peut être l'occasion d'un éclairage plus important de ces enjeux sur la ville. L'engagement de la municipalité dans le réseau Anvita, pour une ville résiliente et accueillante envers les réfugiés, est à ce titre un acte fort dont les déclinaisons locales en termes d'action de politique publique devront être affinées.

D'autres acteurs majeurs existent sur le territoire avec lesquels la Ville doit approfondir le partenariat pour que leurs actions infusent plus largement. Il s'agit notamment, en lien avec l'adjoint aux politiques culturelles, des projets du collectif des Artistes pour la paix.

Parce qu'elle porte haut cette idée de culture de paix, la commune est engagée depuis de longues années pour la solidarité internationale, dans des dynamiques de coopération et de partage. C'est le cas de la coopération historique avec le village de N'Gogom au Sénégal. La priorité est de mener à bien la mission de bilan nécessaire pour l'obtention des subventions d'Etat, décalée à cause de la crise de la Covid19, en incluant l'élue déléguée au développement durable au regard de l'action phare menée pour la reforestation. Pour l'avenir, l'un des principaux enjeux sera d'élargir les actions de coopérations pour renforcer l'échanges de savoirs et de pratiques, dans les deux sens.

En parallèle, le partenariat avec l'ASIAM, principale association malakoffiote dans ce domaine, doit être approfondi et renforcé, notamment au moyen de la signature d'une convention cadre début 2021. Mieux évaluer les besoins et les projets possibles, les leviers d'action ici et là-bas, encourager les échanges tripartites, tels sont les axes de développement à concevoir. Nous réfléchirons également à tisser des liens avec d'autres associations sénégalaises ou plus généralement africaines touchant des diasporas présentes sur le territoire communal.

Enfin, dans le cadre de la lutte historique portée par la municipalité pour les droits des peuples à l'autodétermination, nous réfléchirons à la constitution d'une coopération avec un camp de réfugiés palestinien. Le retentissement du conflit israélo-palestinien en France, son actualité, résonnent dans la population de Malakoff. L'engagement de solidarité internationale de la municipalité, à son échelle, permettra d'apporter un poids supplémentaire en faveur des droits des Palestiniens.